CANADA : Catégorie 1

Le Canada est un pays d'origine, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants victimes de la traite à des fins sexuelles, et un pays de destination pour les hommes et les femmes victimes du travail forcé. Les groupes particulièrement vulnérables sont les femmes et les filles des populations autochtones, les migrants, y compris ceux arrivés récemment dans le pays, les jeunes à risque, les jeunes fugueurs et les filles qui sont dans le système de protection de l'enfance. Des femmes d'origine étrangère, en provenance principalement de pays d'Asie et d'Europe de l'Est, sont victimes de la traite sexuelle au Canada. Des responsables des forces de l'ordre ont signalé que certains gangs de rue locaux et certaines organisations criminelles transnationales sont impliqués dans la traite sexuelle. Parmi les victimes du trafic des travailleurs figurent des travailleurs étrangers d'Europe de l'Est, d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique qui entrent au Canada légalement pour être ensuite victimes du travail forcé dans divers secteurs, dont l'agriculture, le bâtiment, les usines de transformation alimentaire, la restauration, l'hôtellerie ou le service de maison, notamment dans des résidences de diplomates. Le Canada est un pays d'origine pour les touristes qui se rendent à l'étranger afin de s'adonner à des rapports sexuels avec des enfants. Des victimes canadiennes de la traite ont fait l'objet de pratiques d'exploitation aux États-Unis.

Le gouvernement canadien satisfait intégralement aux normes minimales visant l'élimination de la traite des personnes. Dans ce pays, une cellule spéciale nationale chargée de la lutte contre la traite des personnes a continué de fonctionner sous l'égide du gouvernement pour assurer la coordination, le suivi et la communication de rapports concernant les activités de lutte contre la traite des personnes. Les autorités canadiennes ont maintenu des efforts de répression et des poursuites judiciaires contre les trafiquants du sexe et les tribunaux ont infligé des peines plus lourdes que durant les années antérieures. La sensibilisation à la traite sexuelle et les ressources engagées au service de la lutte s'y rapportant étaient considérablement plus importantes que celles employées à la lutte contre la traite des travailleurs. La police a identifié moins de victimes de la traite que durant

l'année précédente ; des ONG ont signalé que les financements publics consacrés aux services spécialisés étaient insuffisants, et la qualité, l'opportunité et la gamme de ces services ont varié d'une province à l'autre. La coordination interorganisations était elle aussi inégale entre les provinces et les territoires ainsi que la collecte de données nationales sur les efforts consacrés à la lutte contre la traite.

RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DU CANADA :

Accroître considérablement les services spécialisés et les centres d'accueil offerts à toutes les victimes de la traite des personnes, en partenariat avec la société civile et par le biais des financements spéciaux provenant des autorités fédérales et provinciales ; accroître l'emploi de techniques de répression proactives pour mener des enquêtes sur la traite des personnes, en particulier le travail forcé ; intensifier les efforts déployés pour poursuivre et condamner les trafiquants ; accroître les activités de formation à l'intention des fonctionnaires du gouvernement, en particulier les procureurs et les juges ; améliorer la coordination et la communication entre les acteurs fédéraux, provinciaux et territoriaux et renforcer les activités interorganisations au niveau des provinces ; mener des enquêtes et des poursuites judiciaires à l'encontre des touristes pédophiles canadiens et améliorer la collecte de données sur la traite, notamment pour documenter le nombre de victimes identifiées et l'aide fournie.

POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement a maintenu ses efforts pour engager la responsabilité pénale des trafiquants, mais la plupart des interventions se sont concentrées sur la traite sexuelle. Les sections 279.01 et 279.011 du code pénal interdisent toutes les formes de traite des personnes, qui prévoient des peines allant de quatre à 14 ans de prison pour la traite d'adultes et de cinq à 14 ans de prison pour la traite d'enfants. Des circonstances aggravantes comme l'enlèvement, l'agression sexuelle ou la mort accroissent les peines minimales obligatoires à cinq ans, portent la peine maximale à la réclusion à perpétuité pour la traite d'adultes et font encourir six ans de prison jusqu'à la réclusion à perpétuité pour la traite d'enfants. Ces peines sont suffisamment sévères et à la mesure de celles qui sont imposées pour d'autres infractions graves. La section 279.02 interdit à quiconque de recevoir un avantage

financier ou tout autre avantage matériel résultant de la traite des personnes et prescrit une peine maximale de 10 ans de prison si la victime est un adulte ainsi qu'une peine minimale obligatoire de deux ans qui peut aller jusqu'à un maximum de 14 ans de prison si la victime est un enfant. La section 279.03 interdit à quiconque de confisquer ou de détruire des documents pour faciliter la traite des personnes et prescrit une peine maximale de cinq ans de prison si la victime est un adulte ainsi qu'une peine minimale obligatoire d'un an qui peut aller jusqu'à un maximum de 10 ans de prison si la victime est un enfant.

En 2015, la police a inculpé 112 particuliers dans le cadre de 63 affaires de traite des personnes (deux pour le trafic de travailleurs) contre 121 particuliers dans 77 affaires en 2014. Des poursuites judiciaires ont continué à l'encontre de 202 particuliers, dont 22 étaient soupçonnés d'être des auteurs de traite de travailleurs. En 2015, le gouvernement a condamné six trafiquants du sexe et aucun auteur de traite de travailleurs, contre huit trafiquants du sexe en 2014. Les peines allaient de six mois à 9,5 ans de prison, contre des amendes ou des travaux d'intérêt général et des périodes de probation jusqu'à 6,5 ans de prison en 2014. Des ONG ont signalé un déséquilibre persistant dans les efforts des pouvoirs publics contre la traite des personnes, qui accordaient plus d'attention à la traite sexuelle et comprenaient mieux ce phénomène que celui du travail forcé. Certains contacts ainsi que des ONG ont indiqué qu'au sein de la police et parmi les procureurs, la maîtrise du phénomène de la traite des personnes variait, ce qui a porté certains à classer les affaires de traite comme d'autres infractions ou à lancer des poursuites au civil et non au pénal. La police et le parquet ont invoqué des dispositions juridiques traitant de la prostitution, parfois au prétexte qu'il serait difficile de prouver l'exploitation aux juges. Les autorités fédérales et provinciales ont dispensé des séances de formation à l'intention de certains responsables publics et ont continué d'assurer des cours de formation en ligne. La Gendarmerie royale du Canada (GRC), organe fédéral, a inscrit la traite des personnes au programme de formation de l'académie nationale pour toutes les nouvelles recrues, formé 62 agents de police dans le cadre d'un cours avancé sur la traite des personnes à l'intention des enquêteurs et maintenu une cellule nationale de répression de la traite des personnes au Québec. Un sergent qui dirigeait une cellule pilote d'enquête sur la traite des personnes à Hamilton, dans l'Ontario, a plaidé coupable de chefs

d'accusations portés contre lui dans une affaire d'inconduite sexuelle impliquant des témoins dans des affaires de traite des personnes. Étant donné qu'il a démissionné de la police avant le prononcé de la peine, les poursuites judiciaires engagées en vertu de la Loi sur les services policiers ont été suspendues. La cellule provinciale des enquêtes spéciales a mené sa propre enquête et a conclu à l'absence d'inconduite sexuelle, déclarant l'affaire close en juillet 2015. Les autorités n'ont pas signalé d'autres enquêtes, poursuites ou condamnations de fonctionnaires pour complicité dans des actes de traite des personnes.

PROTECTION

Les pouvoirs publics ont identifié moins de victimes de la traite que durant les années antérieures et n'ont pas fourni de financements adéquats pour les services spécialisés à l'intention des victimes. Par ailleurs, la gamme, la qualité et la prestation opportune des services ont varié d'une province à l'autre. La police a identifié 99 nouvelles victimes dans des cas précis d'accusations pour traite des personnes en 2015, contre 261 victimes en 2014. De ces victimes, 90 étaient des femmes, trois des hommes et pour six victimes, le sexe n'était pas connu ; neuf étaient des victimes de la traite de travailleurs, 90 étaient des victimes de la traite sexuelle et 29 étaient des enfants. Les autorités ont signalé en totalité 300 victimes de la traite en rapport avec des affaires en instance et portées devant les tribunaux dans le cadre desquelles les chefs d'accusation étaient précisément la traite des personnes. Les responsables de l'immigration ont continué de mettre en œuvre des directives pour déterminer si des ressortissants étrangers étaient des victimes potentielles de la traite des personnes, et la police et les procureurs ont mené des recherches pour déceler d'éventuelles affaires de traite en utilisant des indicateurs établis à cette fin, dont le résultat a été l'identification de victimes. La société civile a signalé que les autorités provinciales et territoriales manquaient souvent des ressources et des personnels nécessaires pour surveiller effectivement les conditions de travail des travailleurs étrangers temporaires ou pour identifier de manière proactive les victimes de la traite des personnes parmi les groupes vulnérables.

Le gouvernement n'a pas indiqué le nombre des victimes de la traite ayant bénéficié d'une aide en 2015. Le gouvernement a prêté secours aux victimes de la

traite au moyen de son mécanisme global d'aide aux victimes d'actes criminels, qui dépendait du financement fourni par le ministère de la Justice du Canada aux autorités provinciales et territoriales. Des ONG, bénéficiant du soutien des autorités provinciales et fédérales, ont également fourni des services spécifiques, tout comme les centres d'aide aux victimes d'actes criminels implantés dans les provinces, lorsque ces services étaient disponibles. En général, les services comprenaient l'hébergement, des services juridictionnels et d'immigration, des soins médicaux, des services psychosociaux et des conseils d'urgence, des allocations familiales et des services d'interprétation. Selon une enquête sur les refuges publiée en juillet 2015, 2 % (67 sur 4 476) des femmes résidant dans des refuges en avril 2014 s'y trouvaient en raison de la traite des personnes.

Bien que certaines autorités provinciales aient consacré un financement spécial pour prêter secours aux victimes, le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du Québec n'a pas indemnisé les femmes s'adonnant à la prostitution ni leur a fourni des services ou des financements même lorsqu'elles avaient été identifiées comme étant victimes de la traite sexuelle. Le Manitoba a financé des initiatives pour identifier et soutenir les victimes de l'exploitation sexuelle, dont les victimes de la traite sexuelle, en mettant en particulier l'accent sur les communautés autochtones. En 2015, la ville de Toronto a cédé le bail d'une résidence à une ONG contre un dollar ; cette ONG collectait des fonds privés pour gérer un refuge réservé aux femmes victimes de la traite sexuelle. En Ontario, des enfants à partir de l'âge de 16 ans n'ont pas eu droit aux services de protection de l'enfance et ont souvent été placés dans des refuges mixtes pour les jeunes, ce qui les a exposés au recrutement aux fins de traite sexuelle. La gamme, la qualité et la prestation opportune des services ont varié mais la plupart des provinces étaient en mesure d'offrir aux victimes de la traite un accès aux services de refuge mis en place à l'intention des victimes de violence ou des personnes sans domicile fixe, des services psychosociaux à court terme, une aide juridictionnelle et d'autres services. Des ONG et les forces de l'ordre ont fait remarquer que la demande visant certains services – en particulier les services de longue durée comme le logement et le traitement de la toxicomanie – a dépassé les capacités disponibles et des ONG ont indiqué que les financements des autorités fédérales et provinciales étaient inadéquats, certaines coupes budgétaires étant parfois effectuées dans les

financements alors en place. Des experts ont signalé que certains refuges pour les victimes de violence familiale n'acceptaient pas d'héberger les victimes de la traite en raison de la complexité de leurs besoins et par crainte de leurs trafiquants. Des ONG ont constaté que les victimes dont la situation n'était pas régularisée risquaient de ne pas avoir droit aux services essentiels, dont les soins de santé. Des ONG ont fourni des appréciations variables de l'efficacité du mécanisme informel d'orientation des victimes qui était déjà en place, certaines souhaitant qu'il devienne un processus plus structuré, et d'autres privilégiant la flexibilité.

Les victimes étrangères de la traite des personnes étaient habilitées à demander un permis de séjour temporaire (PST) pour rester au Canada. Les autorités ont délivré de tels permis à 44 victimes étrangères en 2015, contre cinq en 2014 ; 19 personnes ont reçu ce permis pour la toute première fois et 25 permis ont été délivrés à des personnes qui en avaient déjà reçu auparavant. À titre de comparaison, les autorités avaient délivré 14 PST à 14 victimes étrangères en 2013. Les responsables de l'immigration ont utilisé un délai de réflexion établi à 180 jours pour juger s'il était justifié d'accorder aux titulaires de PST une plus longue autorisation de résidence, qui pouvait aller jusqu'à trois ans. Ces derniers pouvaient demander des PST libres de droits mais l'on ne connaît pas avec certitude le nombre de victimes étrangères qui ont reçu ces permis en 2015. Certains responsables gouvernementaux et des ONG ont fait état de difficultés et de retards dans la délivrance de PST aux victimes étrangères. Tandis qu'elles attendaient leurs PST, les victimes n'avaient pas droit aux services publics mais pouvaient toutefois bénéficier de l'aide fournie par des ONG. Aucun rapport n'a signalé que les autorités auraient pénalisé des victimes identifiées pour la commission d'actes criminels résultant directement de leur situation de victime de la traite des personnes. Certaines ONG ont signalé que les lenteurs dans les enquêtes sur la traite de travailleurs pouvaient exposer les victimes étrangères à des violations des règles d'immigration, et que certaines victimes de la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle pouvaient être traitées comme des contrevenants mineurs dans le contexte de petits délits passibles de peines pénales. Aucun rapport n'a fait état de victimes demandant ou obtenant des réparations en 2015.

PRÉVENTION

Le gouvernement a maintenu diverses interventions de prévention de la traite des personnes. Le ministère de la Sécurité publique a dirigé un groupe spécial fédéral rassemblant plusieurs organismes ; il a publié régulièrement des bulletins d'information sur la lutte contre la traite des personnes et des rapports d'activité annuels en 2014 et 2015. La GRC a continué de mener des activités de sensibilisation visant les jeunes, les forces de l'ordre et le public. Les coordonnateurs de la GRC pour la sensibilisation à la traite des personnes en Colombie-Britannique, au Québec et en Nouvelle-Écosse ont fait office de points de contact contre la traite des personnes pour les forces de l'ordre du pays tout entier et ont participé à des réunions d'échanges sur les stratégies adoptées au niveau local, les pratiques optimales et les cas exemplaires. La Colombie-Britannique était la seule province du pays dotée d'un bureau de lutte contre la traite des personnes, qui dispensait de la formation et menait des activités de prévention et de sensibilisation. Des ONG ont signalé que les actions de répression en vertu de la loi contre la traite des personnes pourraient bénéficier d'une meilleure coordination au sein des autorités fédérales, provinciales et territoriales et entre celles-ci. Les autorités ont aiguillé les travailleurs étrangers temporaires vers les lieux où ils pourraient trouver une aide en cas d'exploitation ou d'actes abusifs. En 2015, elles ont annoncé une refonte complète du programme pour les travailleurs étrangers temporaires afin d'accroître le dépistage des abus et privilégier les employés canadiens par rapport aux migrants moins bien rémunérés. Le gouvernement n'a pas indiqué si ces mesures ont abouti à l'identification d'éventuelles victimes de la traite. Le gouvernement a continué de limiter le nombre de diplomates étrangers ayant le droit de faire entrer des travailleurs domestiques au Canada. Les autorités ont continué de distribuer un ouvrage avertissant les Canadiens voyageant à l'étranger au sujet des sanctions prévues par le droit canadien contre le tourisme pédophile. Le ministère de la Justice a fait part de la condamnation d'un touriste pédophile à une peine de prison de deux ans et un jour et de la désignation à long terme de cet individu comme délinquant sexuel pour une période de 10 ans en 2015. Le gouvernement a affecté en totalité plus de 370 000 dollars canadiens (292 300 dollars des États-Unis) à l'appui d'initiatives contre la traite des personnes dans 16 pays. Les autorités canadiennes ont fourni des informations sur la lutte contre la traite des personnes aux forces militaires

canadiennes avant leur déploiement dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix. Le gouvernement a réalisé des efforts pour réduire la demande d'actes sexuels tarifés et de travail forcé au moyen d'activités de sensibilisation, de formation et de recherche. Le gouvernement a dispensé des formations sur la lutte contre la traite des personnes à l'intention de ses personnels diplomatiques.